

---

# LE POINT DU JOUR,

O U

*RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille à  
l'Assemblée Nationale.*

N<sup>o</sup>. CXXIX.

---

*Du Lundi 9 Novembre 1789.*

*Suite de la séance du samedi.*

**M**ONSIEUR l'évêque d'Autun a fait la motion suivante, en exécution du décret du 2 de ce mois, concernant les biens ecclésiastiques, à la conservation desquels il est essentiel de veiller dans les circonstances actuelles.

« Convaincu intimement, a-t-il dit, qu'il étoit utile, nécessaire, & juste de consacrer dans la constitution le principe que les biens ecclésiastiques sont à la disposition de la nation, à la charge de la dotation des cures & de l'entretien du culte & de la subsistance des pauvres; mais le salut de la nation tient à la manière dont ce décret sera exécuté. L'ignorance en a déjà bien mal interprété plusieurs. Vous avez détruit le privilège exclusif de la chasse & l'on a dévasté les moissons dans le domaine d'autrui; vous avez ordonné le rachat des droits féodaux & on a incendié les archives (1). On pourroit aussi mal interpréter votre

---

(1) Les archives & châteaux étoient incendiés avant les décrets du 4 août. Ce sont des faits connus.

décret du 2 novembre ; il est important pour la nation & pour les ecclésiastiques de faire des réglemens clairs & précis relativement à la conservation des biens ecclésiastiques ; en attendant que votre comité s'occupe de vous présenter un travail sur leur disposition , je propose cinq articles à décréter , comme le seul moyen propre à être employé pour la surveillance nécessaire sur ces biens ».

Le premier article avoit trait à l'inventaire des titres & chartes dans les monastères , les chapitres , les collégiales , & les chefs-lieux des bénéfices ; le deuxième se rapportoit à la fauve-garde qu'on devoit donner aux biens & revenus ecclésiastiques ; le troisième , à la poursuite & punition de ceux qui en divertiroient ou déroberoient les titres , ou les revenus ; le quatrième & cinquième concernoient l'objet important des bois , à la conservation desquels les maîtres & autres tribunaux sont enjoins de veiller & d'informer l'assemblée des dénonciations qui leur seront faites.

Quoiqu'il ne fût question dans la sage motion de M. l'évêque d'Autun que de simples actes économiques & conservatoires qu'il étoit important de décréter au plutôt , plusieurs autres membres entendant parler de biens ecclésiastiques , ont cru pouvoir entendre de nouvelles motions jusques sur les bénéfices mêmes. M. Treilhard a proposé qu'il fût surfis à toute collation de bénéfices autres que les archevêchés , évêchés , cures , dignités & canonicats des églises cathédrales , & qu'il fût encore surfis provisoirement à toutes nominations , institutions , provisions en cour de Rome ou de de la légation d'Avignon , pour cause de permutation & de résignation de tout bénéfice , autres que ceux ci-dessus désignés.

M. de Casalès a dit qu'il ne voyoit dans la motion de M. l'évêque d'Autun qu'une véritable prise de possession



des biens du clergé ; que cependant le décret du 2 de ce mois prononçoit seulement que ces biens étoient à la disposition de la nation sous certaines charges. Il faut donc , ajoutoit-il , avant de s'en emparer , constater une nécessité urgente & une utilité évidente ; fixer ensuite les dépenses de l'état , restreindre les frais du gouvernement & en régler les besoins réels ».

« La motion de M. l'évêque d'Autun a été discutée & rejetée dans le comité ecclésiastique , a dit M. l'abbé Mauri ; on vous a dit qu'il falloit inventorier le mobilier des églises où je ne connois que des ornemens & des vases sacrés ; il faut mettre en interdit les biens du clergé , mais les opérations fiscales de la justice sont si dispendieuses ! si elles sont faites sans frais , elles sont mal remplies ; d'ailleurs , si vous vous emparez des biens du clergé , par votre fait , tous les paiemens des droits & des revenus seront suspendus ; mais qu'est-il besoin d'acte conservatoire lorsque ces biens seront conservés par des titulaires dont le sort dépend de vous ? d'ailleurs le mot de mobilier , sans exception , comprend tout , & l'on pourra abuser de votre décret pour inventorier des objets appartenant à des particuliers ; & les gens de justice ne manqueront pas de donner à ce mot la plus grande extension. Il faut donc réduire la motion de M. l'évêque d'Autun à l'article qui déclare que tous les biens ecclésiastiques sont sous la sauvegarde nationale. »

M. Martineau , au lieu de suivre les débats de cette motion , s'est occupé des bénéfices qui viendroient à vaquer , & sur-tout des monastères ; il a proposé le projet d'un long décret , qu'il appelloit *économique & provisoire* , & dont les premiers articles concernoient la réduction des évêchés , des canonicats ; la suppression des bénéfices simples & des collégiales qui seroient éteints à la mort des titulaires. Il

proposoit de faire faire l'option dans deux mois aux bénéficiers qui auroient plusieurs bénéfices, l'orsque l'un d'eux vaudroit trois mille livres. Les autres articles avoient trait à la suppression des monastères qui n'auroient pas une conventualité exercée au nombre de vingt religieux. M. Martineau ne vouloit plus que des vœux simples sans perte des droits civils; il faisoit régir les biens par les administrations provinciales, & verser les revenus dans la caisse de la nation; il faisoit rentrer sous deux mois les bénéficiers absens du royaume, sous peine de confiscation de leurs revenus, au profit de la caisse nationale, enjoignant aux officiers municipaux d'en poursuivre la rentrée; enfin il s'occupoit des coupes de bois faites dans ce moment par les bénéficiers.

M. l'abbé de Montesquieu a attaqué ces différentes motions avec beaucoup de grace & d'esprit. Le public a d'étranges idées sur le mot de nation, a-t-il dit; chacun croit être la nation & s'applique les biens du clergé. Ces biens sont à la convenance de plusieurs personnes, & de la convenance à la disposition, il n'y a pas loin; nous aurions désiré que ces propriétés fussent plus entières. L'inventaire des titres est assez inutile; on a eu plus que le temps de faire le mal qu'on vouloit; plus de confiance vaudroit mieux que ces prohibitions. . . . . Quant à la motion de M. Martineau, il y a des utilités locales à consulter. Un certain nombre de collégiales ont été fondées par des communes pour des enfans du lieu; d'autres collégiales sont utiles aux villes où elles ont été fondées. L'option pour ceux qui ont plusieurs bénéfices est contraire à vos décrets du 4 août; & quant on aura retranché la portion des pauvres & des réparations, il n'en restera pas beaucoup qui donnent mille écus. Quant aux religieux, si vous disposez de leurs biens, vous ne pouvez pas du



moins disposer de leurs personnes ; vous pouvez leur dire , retirez-vous dans telle maison , ou voilà une perſon convenable.

Ici M. l'abbé de Montesquieu a répandu un grand intérêt ſur le ſort des religieufes , dont la ſituation demandoit une attention particulière. Il a fait remarquer avec beaucoup de ſenſibilité , combien il étoit digne des repréſentans de la nation d'aſſurer leur ſort , de verſer des conſolations dans des ames auſſi intéreſſantes , qui ſont dans un dénue-ment affreux. La cauſe des religieufes ne pouvoit être en de meilleures mains. M. l'abbé de Montesquieu a fait ſentir la difficulté de la réunion de divers ordres , propoſée par M. Martineau ; il a demandé le renvoi de tous ces différens objets aux aſſemblées provinciales , qui fixeroient , avec plus de connoiſſance de cauſe , la néceſſité ou l'utilité de ces différens établiſſemens.

« On vient de reconnoître que vous avez droit & intérêt à délibérer ſur la conſervation des biens eccléſiaſtiques , diſoit M. Barnave ; on a dit qu'on avoit eu le temps d'emporter les titres , il vaut donc mieux l'empêcher au plutôt : ainſi , je demande qu'on délibère ſur la motion de M. l'évêque d'Autun , & qu'on ajourne les autres. Après bien des débats ſur l'ajournement & ſur la diſiſion , on a décidé de délibérer ſur la motion de M. l'évêque d'Autun , article par article.

On eſt allé aux voix , le premier a été rejeté , & les quatre autres ont été adoptés avec quelques amendemens , en ces termes :

#### ARTICLE PREMIER.

Que les biens eccléſiaſtiques , que les produits , revenus , & notamment les bois , ſont placés ſous la ſauve-garde du roi , des tribunaux , aſſemblées adminiſtratives , municipalités , communes , & gardes nationales , que l'aſſemblée

déclare conservatrices de ces objets, *sans préjudice des jouissances*, & que tous pillages, dégats & vols, particulièrement dans les bois, seront poursuivis contre les prévenus, & punis sur les coupables, des peines portées par l'ordonnance des eaux & forêts, & autres loix du royaume.

#### A R T. II.

Que les personnes de toute qualité coupable de divertissement, soit d'effets, soit de titres attachés aux établissemens ecclésiastiques, seront punis des peines établies par les ordonnances contre le vol, suivant la nature des circonstances & l'exigence des cas.

#### A R T. III.

Que sans préjudice des poursuites qui seront faites par les officiers des maîtrises dans les matières de leur compétence, les juges ordinaires sont tenus de poursuivre, par prévention avec les maîtrises, les personnes prévenues de ces délits, & donneront, ainsi que les procureurs du roi des maîtrises, connoissance à l'assemblée nationale des dénonciations qui leur seront apportées & des poursuites qu'ils feront à cet égard.

#### A R T. IV.

Qu'il sera particulièrement veillé, par les officiers des maîtrises, à ce qu'il ne soit fait aucune coupe de bois contraire aux réglemens, à peine d'être responsables à la nation de leur négligence.

M. Treillard a désiré ensuite qu'on allât aux voix sur sa motion, relative à la défense de résigner & de permuer.

M. Fréteau & M. Lanjuinais ont fait des observations relatives à la défense de résigner & de permuer.

M. le curé de Souppes a observé qu'on ne pouvoit prohiber absolument les permutations, & que la reception des



résignations étoit inhérente au pouvoir des évêques. Quelques-uns ont demandé une exception en faveur de  *bénéfices de collation laïque* . M. Gossin , M. Dortan , M. Barrère & plusieurs autres membres ont demandé  *que les bénéfices à patronage laïque fussent aussi exceptés* . Cette proposition est d'une justice si évidente , qu'elle n'a besoin que d'être proposée. L'assemblée nationale , qui a si bien distingué  *les propriétés des particuliers avec celle des corps*  , ne portera pas sans doute atteinte à cette propriété qui est souvent la seule dans les mains de plusieurs habitans du royaume , & qui d'après nos loix , sert à l'entretien même des patrons indigens , ou de leurs héritiers. M. Treilhard a ajouté à sa motion ,  *bénéfices ecclésiastiques*  , croyant excepter par ces termes , les propriétés des patrons laïques ; mais personne n'ignore que les bénéfices à patronage laïque , sont ecclésiastiques dès qu'ils ont été  *spiritualisés*  ; & qu'ainsi , cette disposition n'empêche pas l'atteinte portée à la propriété particulière des patrons laïques.

Des réclamations très-fortes s'étant élevées sur ces différens objets , il a été décrété qu'ils étoient ajournés à la séance de ce jour.

### A V I S.

N. B. MM. les Souscripteurs , dont l'abonnement a fini au cent - vingtième numéro , sont priés de renouveler , & de rapporter le numéro de leur souscription , qui se trouve sur l'enveloppe du Journal.

On souscrit , à Paris , chez CUSSAC , Libraire , au Palais-Royal , N<sup>os</sup>. 7 & 8 , & chez les principaux Libraires de l'Europe.

